

PROJET

Anticapitaliste et féministe

samedi 14 juin 2008, par [LECLERC Anne](#) (Date de rédaction antérieure : 12 juin 2008).

Le nouveau parti anticapitaliste, en gestation, devra clairement affirmer son identité féministe. L'analyse de l'oppression des femmes et la lutte contre les inégalités et les violences qui en découlent font partie de l'identité de la LCR et il est fondamental que la nouvelle force reprenne celles-ci.

La situation des femmes aujourd'hui, liée à l'imbrication de deux phénomènes - la domination masculine et l'exploitation capitaliste -, montre que le combat féministe est toujours d'actualité. L'oppression des femmes se matérialise à tous les niveaux de la société, dans la sphère privée comme dans la sphère économique, sociale et politique. S'agissant des violences faites aux femmes, les statistiques indiquent qu'une femme sur dix est victime de violences conjugales. 50 000 viols sont déclarés chaque année. 11 % des femmes sont victimes d'agressions sexuelles au cours de leur vie, et une femme meurt tous les quatre jours sous les coups de son conjoint, quel que soit le milieu social... Cela ne peut plus durer. La mobilisation contre cet état de fait est une priorité, notamment en soutenant toutes les initiatives en faveur du projet de loi-cadre contre les violences faites aux femmes, initié par le Collectif national pour les droits des femmes et de nombreuses associations féministes. Il faut exiger de vraies campagnes de prévention et d'éducation contre les violences sexistes, comme il est urgent d'imposer un vrai service public d'accueil des femmes victimes de violence. Il n'y a pas d'égalité possible tant que les femmes sont harcelées, insultées, violées, battues ou menacées de l'être.

Le droit à disposer de son corps est attaqué, de façon insidieuse ou frontale, et le droit à l'avortement est régulièrement remis en cause. Lorsque le gouvernement a commencé à s'attaquer à l'hôpital public, en réduisant les dépenses de santé, c'est souvent les centres d'interruption volontaire de grossesse qui en ont fait les frais en premier. La remontée de l'ordre moral, émanant notamment des hiérarchies des différentes religions, met en péril le droit à l'avortement, mais aussi le droit à vivre pleinement et librement sa sexualité.

Sur le plan social et économique, les femmes représentent 80 % des 3,4 millions de travailleurs pauvres. Il y a 2,5 fois plus de femmes au Smic que d'hommes. Le salaire mensuel des femmes - toutes catégories confondues et tous temps de travail confondus - est en moyenne de 920 euros contre 1261 euros pour les hommes, du fait de l'inégalité des carrières, mais aussi pour des raisons de pure discrimination. Il existe une véritable tolérance sociale vis-à-vis du chômage féminin : la majorité des chômeurs non indemnisés sont des femmes.

Même en travaillant jusqu'à 65 ans, les femmes n'arriveront pas à une retraite complète. Leur pension mensuelle est d'environ 606 euros contre 1372 euros pour les hommes. Cette situation, provoquée par la division sexuelle des rôles et des tâches, se renforce avec les politiques libérales démantelant le service public. Si le gouvernement affirme qu'il y aura une réelle égalité professionnelle en 2009, personne n'est dupe. Quand il s'attaque au code du travail, il est clair que ce seront les salariés les plus précaires, parmi lesquels les femmes sont majoritaires, dans les

secteurs les moins syndiqués (petites entreprises, grande distribution), qui vont être touchés. De même, pour le régime des retraites, plus le gouvernement allonge le nombre d'annuités, plus les femmes voient leurs pensions baisser.

Egalité hommes-femmes

Ces inégalités sont aggravées par les discriminations racistes, qui pénalisent les femmes immigrées. Les campagnes de mobilisation sur les salaires, le pouvoir d'achat, la lutte contre la pauvreté et la précarité, le temps partiel et les retraites, doivent intégrer de façon systématique la situation des femmes dans le monde du travail. De même, il faut exiger un service public d'accueil de la petite enfance. C'est par cette prise en compte, dans les revendications mises en avant lors de ces campagnes, qu'on touchera plus de femmes.

Dans la sphère privée, la répartition des tâches domestiques entre hommes et femmes reste identique, depuis plus de vingt ans. En moyenne, les femmes consacrent cinq heures par jour aux tâches domestiques, contre deux heures pour les hommes. Cela a forcément une incidence sur l'engagement militant. Les femmes sont moins représentées dans la vie politique, syndicale et associative. Comptant environ un tiers de femmes, la LCR n'échappe pas à cette réalité. Ce n'est pas suffisant, et l'ambition du nouveau parti anticapitaliste (NPA) est d'être composée à l'image de la société, c'est-à-dire d'être réellement mixte et que les responsabilités en son sein soient paritaires. Les militantes de la LCR engagées dans le combat féministe ont parfois l'impression que, dans la pratique, cette dimension n'est pas toujours reprise, car considérée comme secondaire. Concrètement, il n'a pas toujours été facile de faire porter par l'ensemble de l'organisation les campagnes spécifiques sur les droits des femmes comme, par exemple, celles contre les violences faites aux femmes ou contre le temps partiel imposé. Les femmes, notamment celles qui sont le plus opprimées et exploitées, doivent trouver dans le NPA un porte-voix pour leurs luttes quotidiennes.

Le féminisme n'est pas un supplément d'âme. Révolutionner la société, c'est en finir avec le capitalisme, mais c'est aussi en finir avec l'oppression des femmes, c'est-à-dire gagner l'égalité réelle entre hommes et femmes, mais aussi entre femmes. Cela doit être l'ambition du NPA.

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2256, 12/06/2008.